qui ? Mystère. Une semaine plus tard, Marcel Carton et Marcel Fontaine sont kidnappés par le Djihad islamique. Parmi les revendications des ravisseurs : la libération d'Anis Naccache. Encore lui. Débute alors un marchandage infernal pour le gouvernement français. Car Naccache, condamné à perpétuité, ne peut bénéficier d'aucune remise de peine. Casse-tête cornélien : pour se débarrasser de Naccache, il faut un feu vert au plus haut niveau, la grâce du président de la République. Mais l'Elysée hésite : la police française ne laisserait pas faire sans bouger. Au cours de l'attentat manqué contre Chapour Bakhtiar, un gardien de la paix, père de deux enfants, a été tué, et un autre, Bernard Vignat, gravement blessé, est aujourd'hui cloué pour la vie sur une chaise roulante.

Champinot-France soir

Bernard Vignat, blessé au cours de l'attentat contre Chapour Bakhtiar

Les policiers français sont aujourd'hui convaincus que les FARL ont des liens très étroits avec Action directe

Toute l'affaire des otages est dans ce dilemme : comment les récupérer sans perdre la face et sans risquer la révolte des policiers français ? Dilemme que n'a pu résoudre la gauche et devant lequel Chirac se retrouve aujourd'hui.

Jeudi 20 mars, à l'heure où Jacques Chirac devient Premier ministre, une bombe explose à la galerie Point-Show des Champs-Elysées, à Paris. Bilan de l'attentat : deux morts et vingt-huit blessés. Un autre attentat est évité par miracle dans le métro, à la station Châtelet. Paris est en état de siège. Plus de 5 000 policiers sillonnent la capitale, fouillent les voitures, multiplient les contrôles d'identité. *« C'est la première fois depuis la guerre d'Algérie que nous sentons la guerre aussi proche »*, confie un commissaire de la brigade criminelle, chargée de l'enquête.

Cette fois, pour les policiers, il n'y a plus de doute : derrière le mystérieux CSPPA (Comité de Solidarité avec les Prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient) qui revendique l'attentat se cachent les FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), dont l'un des responsables est Georges Abdallah Ibrahim, incarcéré actuellement à Fleury-Mérogis. Depuis trois mois, le CSPPA réclame, à coups de bombes, la libération de Georges Abdallah Ibrahim mais aussi de Varoudjan Garbidjian, responsable de l'ASALA-Hagopian, tendance dure, prosyrienne, de l'organisation terroriste arménienne, et de... Naccache.

Tout comme Anis Naccache, Georges Ibrahim Abdallah n'est pas un ami des policiers français. Son organisation, les FARL, revendique l'attentat à la voiture piégée contre un diplomate américain, à Paris, le 21 août 1982, avenue La Bourdonnais. Un artificier de la Préfecture de Police de Paris a trouvé la mort au cours de l'explosion. Une bavure que les flics français n'oublient pas.

D'autant qu'ils sont aujourd'hui convaincus que les FARL, organisation terroriste libanaise composée de militants marxistes originaires du village de Koubeiyat, près de Tripoli, ont des liens très étroits avec Action directe. Mieux, que les deux groupes terroristes signent des « contrats » au coup par coup ; Action directe fournissant la logistique, armes, véhicules, planques... Dans un excellent ouvrage sur Action directe (1), Jean-Charles Marchand et Alain Hamon racontent comment Jean-Marc Rouillan, leader historique d'Action directe, est devenu le fournisseur privilégié des terroristes libanais en France.

De sa prison de Clairvaux, Anis Naccache hurle qu'il est étranger aux attentats parisiens. Mieux : il les condamne fermement. Normal, un « symbole islamique » n'a pas à être défendu par de vulgaires groupuscules marxistes, fussent-ils libanais. Pour les enquêteurs, les FARL cherchent depuis plusieurs mois à monter dans le train de la négociation globale entre Paris et la nébuleuse libanaise, *« ils alourdissent un dossier qui pèse déjà des tonnes »*. De sa cellule de Fleury-Mérogis, Georges Abdallah Ibrahim, qui s'est laissé pousser une barbe noire de missionnaire, maintient la pression. Il accuse le gouvernement français de ne pas avoir tenu sa parole : Ibrahim aurait dû être échangé, en mars 1985, contre Sydney Peyrolles, enlevé par les FARL, à Tripoli. *« Comme Naccache, Ibrahim est un tueur de flics. On n'échange pas ce genre de marchandise »*, confie un policier.

Entre Beyrouth et Paris, il y a donc deux cercueils de policiers et une chaise roulante. C'est une donnée incontournable des négociations. Qui pèse terriblement lourd.

Les négociations sont au point mort, malgré les déclarations optimistes, à Beyrouth, du cheikh Fadlallah, guide présumé du Hezbollah, le « Parti de Dieu », pour qui *« l'affaire des otages français pourrait prendre, dans les prochains jours, une tournure positive »*. Dans le quotidien libanais « al-Anwar », le mollah beyrouthin attaque le Parti socialiste français, *« lié au Parti travailliste israélien, responsable de tous nos problèmes et du massacre des nôtres »* et fait un appel du pied à la droite, dont *« la victoire aux élections est un élément positif »*.

Traduction du message : dorénavant, les hezbollahis négocieront avec le gouvernement de Jacques Chirac et non plus avec des émissaires de François Mitterrand. Mode d'emploi de la cohabitation version Hezbollah. Paradoxe : c'est pourtant François Mitterrand qui seul peut signer la grâce d'Anis Naccache...

A l'Elysée, on ne cache plus qu'on est pratiquement revenu à la case départ, après le ballet d'émissaires de ces dernières semaines. On sait aujourd'hui que jamais personne n'a pu approcher les ravisseurs de Kauffmann, Seurat, Fontaine, Carton, et de l'équipe d'Antenne 2. Nous savons, aujourd'hui, que ces derniers sont entre les mains de Hussein Moussaoui, leader d'Amal islamique, dans un petit village au sud de Baalbek, tout près de la frontière syrienne.

Pour la troisième fois, le président syrien vient de proposer aux Français une opération militaire pour récupérer les otages. Hafez el-Assad est, dit-on, de plus en plus irrité par la montée en puissance du Hezbollah au Liban. Cette fois, il veut faire vite. Tout autour de Baalbek, fief militaire des intégristes, les troupes syriennes pointent leurs canons et leurs chars en direction de cette ville indomptable, où vivent 20 000 « fous de Dieu ». C'est dans ce sanctuaire de la lutte armée intégriste qu'Anis Naccache s'est converti au chiisme.

Quelle sera la réponse du nouveau gouvernement aux propositions d'Assad ? *« Nous avons une semaine de battement,* précise Joëlle Kauffmann. *Le temps qu'ils s'installent dans leurs meubles. »* Après, on verra...

SERGE RAFFY

(1) « Action directe », par Alain Hamon et Jean-Charles Marchand (Seuil).